



**Date de la convocation** : 19/11/2025

**Nombres d'administrateurs** : 13

**Présents** : 8

**Absents** : 5

**Absents représentés** : 0

**Votants** : 8

**Suffrages exprimés** :

**Pour** : 8

**Contre** : 0

**Abstention** : 0

Numéro :

2025-020

**OBJET** :

**Dispositif de signalement  
des actes de violence, de  
discrimination, de  
harcèlement moral ou sexuel  
et d'agissements sexistes -  
CDG 34**

Secrétaire de séance :

Delphine CASTINEIRA  
Directrice du CCAS

Envoyé en préfecture le 28/11/2025

Reçu en préfecture le 28/11/2025

Publié le 28/11/2025

ID : 034-263400640-20251124-2025020-DE



## EXTRAIT DU REGISTRE DE DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S.

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-quatre novembre, le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Servian convoqué s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Salle du Conseil Municipal en Mairie, en session ordinaire sous la présidence de M. Christophe THOMAS.

### Membres présents :

Christophe THOMAS, Dominique BAGOT-FLAUZAC, Nicole BAISETTE, Viviane BAUDE TOUSSAINT, Marie-Laure BELTRAN, Bernard BLANC, Véronique FRYDER-AMEE, Françoise SEIGNOUREL DE PASTORS.

### Membres excusés et représentés par pouvoir : aucun

Membres absents : Jacques ESTIENNE, Annie HERNANDEZ, Isabelle BUFFET-PICHON, Farah CASTANIER, Carmen FARJAS

### Exposé des motifs :

Vu le Code du Travail,

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République ;

Vu le décret n°85-643 du 26 juin 1985 relatif aux centres de gestion ;

Vu le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°2020-256 du 13 mars 2020 relatif au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 9 mars 2018 relative à la lutte contre les violences sexuelles et sexistes dans la fonction publique.

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 13 novembre 2025,

**Considérant** le décret n°2020-256 du 13 mars 2020 impose à chaque autorité territoriale de mettre en place un dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes.

Ce dispositif peut être :

- Mis en place en interne par la collectivité ;
- Mutualisé entre plusieurs collectivités ou établissements publics ;
- Confié aux centres de gestion, conformément aux conditions prévues à l'article 2 du décret précité.

**Considérant** que le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault (CDG34) a mis en place, par une délibération du 13 décembre 2024, une convention spécifique d'adhésion au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes.

Cette convention d'adhésion vise à formaliser CDG34 et les collectivités qui sollicitent ce service.

Elle permet :

- Une meilleure structuration et transparence des prestations proposées ;
- Une mise en conformité des collectivités adhérentes avec le décret n°2020-256 ;
- Une adaptation des circuits de signalement aux réalités opérationnelles des collectivités.

**Considérant** que les collectivités adhérentes bénéficieront d'un dispositif clé en main, sécurisé et conforme à la réglementation. Cette externalisation allège leur charge administrative et garantit la prise en charge professionnelle des situations sensibles.

**Considérant** que seules les collectivités ayant délibéré et signé ladite convention ainsi que la charte du dispositif pourront bénéficier d'un tel service. Les tarifs relatifs à la saisine du référent sont les suivants :

- ✓ 30€ pour les analyses de dossiers ;
- ✓ 125€ pour les dossiers « simples » ;
- ✓ 250€ pour les dossiers « complexes ».

**Considérant** qu'après analyse de la proposition du CDG 34, il est proposé à l'assemblée délibérante d'y donner suite et d'adhérer à son dispositif de signalement.

**Après en avoir délibéré, le conseil d'administration décide :**

**Article 1 :** Approuve l'adhésion de la collectivité au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes proposé par le CDG 34.

**Article 2 :** Autorise la signature par M. le Président de la convention d'adhésion et de la charte du dispositif tels que jointes en annexe de la présente délibération.

*Ainsi délibéré à Servian les jour, mois et an désignés ci-dessus.  
Pour expédition conforme,*

**Le Président du C.C.A.S.  
Christophe THOMAS**

**Le Président :**

*Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,*

*Informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois à de sa publication le 28.11.2025*

